

- tranchée
- système d’aqueduc et d’égout
- rehaussement temporaire d’un chemin pour l’accès à des biens essentiels

D’autres dépenses de même nature pourraient être admissibles si elles sont justifiées par des motifs de sécurité publique.

APPENDICE J

DOMMAGES AUX BIENS ET DÉPENSES ADMISSIBLES À UNE AIDE FINANCIÈRE POUR LES MUNICIPALITÉS

DOMMAGE AUX BIENS

Sont admissibles les dommages aux biens essentiels de la municipalité lorsqu’ils sont relatifs :

- à un bâtiment ou à une section de bâtiment
- à un chemin, dont elle est responsable de l’entretien, incluant les trottoirs, les ponts et les ponceaux, menant à des résidences habitées sur une base permanente ou à un bien essentiel
- aux infrastructures des égouts sanitaires, pluviaux et unitaires
- au système d’alimentation en eau potable
- à un barrage ou à une digue nécessaire à la fourniture d’un service essentiel à la communauté ou à la protection d’un bien essentiel
- à un véhicule, à de la machinerie ou à de l’équipement municipal lorsque le dommage a été occasionné par l’application des mesures préventives temporaires ou des mesures d’intervention et de rétablissement

D’autres biens essentiels de même nature pourraient être admissibles s’ils sont justifiés par des motifs de sécurité publique.

Sont également admissibles les dommages aux infrastructures municipales touristiques ou récréatives.

DÉPENSES

Les dépenses suivantes sont admissibles à une aide financière :

— achat des matériaux nécessaires à la remise en état des biens admissibles

— travaux nécessaires à la stabilisation d’un bien admissible

— frais variables liés à l’utilisation de la machinerie, d’équipements et d’outillage municipal

— location de machinerie, d’équipements et d’outillage et frais liés à leur utilisation

— nettoyage des routes, des fossés et des ponceaux

— dépenses additionnelles liées à la main-d’oeuvre

D’autres dépenses de même nature pourraient être admissibles si elles sont justifiées par des motifs de sécurité publique.

55655

Gouvernement du Québec

Décret 494-2011, 11 mai 2011

CONCERNANT l’acquisition par expropriation de certains biens pour la construction ou la reconstruction de l’intersection du boulevard Pie-XII et de l’autoroute 30, située sur le territoire de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield

ATTENDU QUE, en vertu de l’article 12 de la Loi sur la voirie (L.R.Q., c. V-9), le ministre peut louer, échanger et acquérir de gré à gré ou par expropriation tout bien au bénéfice du domaine de l’État;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l’article 36 de la Loi sur l’expropriation (L.R.Q., c. E-24), toute expropriation doit être décidée ou, suivant le cas, autorisée préalablement par le gouvernement aux conditions qu’il détermine;

ATTENDU QUE, pour réaliser les travaux ci-après mentionnés, il y a lieu que le ministre des Transports soit autorisé à acquérir par expropriation les biens requis à cet effet;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Transports :

Qu’il soit autorisé à acquérir par expropriation certains biens pour réaliser les travaux suivants, à savoir :

— la construction ou la reconstruction de l'intersection du boulevard Pie-XII et de l'autoroute 30, située sur le territoire de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield, dans la circonscription électorale de Beauharnois, selon le plan AA-8707-154-93-1408-3 (projet n^o 154931408) des archives du ministère des Transports.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

55656

Gouvernement du Québec

Décret 495-2011, 11 mai 2011

CONCERNANT la nomination de onze commissaires de la Commission des lésions professionnelles

ATTENDU QUE l'article 367 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., c. A-3.001) institue la Commission des lésions professionnelles;

ATTENDU QUE l'article 385 de cette loi prévoit notamment que la Commission est composée de membres dont certains sont commissaires, que les commissaires sont avocats ou notaires et qu'ils sont nommés par le gouvernement après consultation du Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre;

ATTENDU QUE l'article 388 de cette loi prévoit que les commissaires sont nommés par le gouvernement parmi les personnes déclarées aptes suivant la procédure de recrutement et de sélection établie par règlement du gouvernement;

ATTENDU QUE l'article 392 de cette loi prévoit notamment que, sous réserve des exceptions prévues à la loi, la durée du mandat d'un commissaire est de cinq ans;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 403 de cette loi, le gouvernement fixe, conformément au règlement qu'il a édicté par le décret numéro 726-98 du 27 mai 1998 en application de l'article 402 de cette loi, la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail des membres de la Commission;

ATTENDU QUE l'article 406 de cette loi prévoit que le fonctionnaire nommé membre de la Commission des lésions professionnelles cesse d'être assujéti à la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1) pour tout ce qui concerne sa fonction de membre et qu'il est, pour la durée de son mandat et dans le but d'accomplir les devoirs de sa fonction, en congé sans solde total;

ATTENDU QUE conformément à l'article 5 du Règlement sur la procédure de recrutement et de sélection des personnes aptes à être nommées commissaires à la Commission des lésions professionnelles et sur celle de renouvellement du mandat de ces commissaires, édicté par le décret numéro 566-98 du 22 avril 1998, le secrétaire général associé responsable des emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif a formé un comité de sélection pour examiner notamment la candidature de M^e Pierre Arguin, M^e Annie Beaudin, M^e Marie-Pierre Dubé-Iza, M^e Christian Genest, M^e Andrée Gosselin, M^e Marie-Claude Lavoie, M^e Michel Letreiz, M^e Michel Moreau, M^e Daniel Pelletier, M^e Jean M. Poirier et M^e Marco Romani;

ATTENDU QUE ce comité a soumis son rapport au secrétaire général associé et au ministre du Travail;

ATTENDU QUE le Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre a été consulté quant à la nomination de ces personnes comme commissaires de la Commission des lésions professionnelles;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre du Travail :

QUE les personnes suivantes soient nommées commissaires de la Commission des lésions professionnelles pour un mandat de cinq ans à compter du 30 mai 2011 :

— M^e Marie-Pierre Dubé-Iza, avocate, Commission de la santé et de la sécurité du travail, au traitement annuel de 102 794 \$;

— M^e Christian Genest, avocat – Directeur des ressources humaines, Aliments Blé d'Or, au traitement annuel de 119 594 \$;

— M^e Michel Moreau, avocat-plaideur, Curateur public du Québec, au traitement annuel de 88 589 \$;

— M^e Jean M. Poirier, coordonnateur au secrétariat général, Commission scolaire des Affluents, au traitement annuel de 99 029 \$;

QUE les personnes suivantes soient nommées commissaires de la Commission des lésions professionnelles pour un mandat de cinq ans à compter du 6 juin 2011 :

— M^e Pierre Arguin, avocat-plaideur, Direction du contentieux, Ministère de la Justice, au traitement annuel de 107 123 \$;

— M^e Annie Beaudin, conseillère en relations du travail et avocate, Syndicat de l'enseignement de l'Estrie, au traitement annuel de 101 864 \$;